Contre le Parti

Nous tenons absolument à préciser au lecteur un certain nombre de notions qui ont présidé à l'élaboration du texte suivant. Ceci dans le but d'éviter tout malentendu.
Nous n'avons pas la prétention d'épuiser le sujet. Ce qui demanderait des volumes. De plus, certains aspects de la question lorsqu'ils sont trop détaillés, peuvent assez facilement être remis en cause par l'expérience historique ultérieure. Nous nous bornerons donc à ce qui est à la fois essentiel et définitivement acquis. Cet essentiel suffit puisqu'il ne s'agit pas pour nous de rédiger une «bible» à l'usage des révolutionnaires, lesquels s'en passent fort bien ou cessent d'être révolutionnaires à partir du moment où un quelconque catéchisme leur est indispensable pour eux d'abord, pour le répandre dans les masses ensuite. certains révolutionnaires, autres que nous-mêmes, ayant exprimé une partie de nos positions, nous préciserons dans le corps de cet article qui et quoi. Ceci n'impliquant nullement que nous partagions toute leur orientation, y compris des insuffisances dont nous ferons d'ailleurs état.

Les termes que nous employons ont pour nous toute leur signification initiale. Ils doivent être compris dans ce sens, c'est-à-dire dans toute leur acception. À titre d'exemple, précisons seulement que l'emploi des mots «communiste», «socialiste», désignent les travailleurs manuels et intellectuels lucides favorisant l'avènement d'une forme de société COMMUNISTE. L'emploi de cette terminologie au sens propre ne désigne pas MM. Thores et Mollet ou leurs disciples. Nous appellerons ceux-ci, respectivement, les «staliniens» et les «social-démocrates» ou plus généralement: les «bureaucrates».

1. De la bureaucratie...

Depuis les événements du 13 mai 1958 et la suite, tout ce qui existe en France comme organisations réputées «ouvrières» se posent et posent à l'usage de ce qui leur reste d'audience, le problème des formes d'organisation.

Ceci n'est pas nouveau. Périodiquement le même phénomène se produit. À chaque fois que le prolétariat se détourne de ceux qui prétendaient être son état-major et celui de la révolution socialiste. Si on se penche «sur le parti» ou «sur ses rapports avec les masses», ce n'est pas pour trouver le chemin de la révolution, mais pour chercher un moyen de ramener les travailleurs au bercail bureaucratique. Nous ne nous étendrons pas sur les organismes bureaucratisés à l'extrême et de collaboration avec la bourgeoisie et l'État que sont devenus les syndicats en attendant d'être complètement intégrés à l'État comme dans les pays staliniens ou de style franquiste. Ceux qui nous parlent du Mouvement Syndical Uni et Démocratique comme d'une tarte à la crème ne font que nous servir la même marchandise sous un emballage à peine plus présentable.

La recette, c'est le parti. Certains syndicalistes de la C.F.T.C. et quelques politiciens notamment du M.R.P., ont au cours de l'été envisagé la formation d'un «mouvement de la démocratie française». C'est-à-dire, une sorte de parti démocrate-chrétien, social par rapport à celui de MM. Bidault et Tixier-Vignancourt. Verbalisme social-chrétien aurait permis un recrutement dans le mouvement ouvrier. Cette idée n'est pas complètement abandonnée, lorsqu'elle se représentera, nous aurons l'occasion d'en parler. Toutefois, nous préciserons dès maintenant que la naissance d'un parti politique ne peut que rencontrer notre hostilité. À plus forte raison s'il est d'inspiration confessionnelle et même si celle-ci se présente sous le couvert de syndicalisme.

1.600.000 électeurs habituels du parti stalinien, n'ayant voté ni «non» au référendum ni «stalinien» aux élections, les bureaucrates de ce parti se penchent sur la question des rapports entre le parti et les masses. Servin s'aperçoit avec inquiétude et stupéfaction «qu'un million d'électeurs communistes, et même d'avantage, ont voté “oui” au référendum, et qu'au cours de la campagne du plébiscite le pari et ses militants n'ONT PAS SENTI ce qui se préparait». Servin, dans un volumineux rapport au comité central, et Thorez, dans un discours-fleuve à l'issue du même C.C., en rejettent les responsabilités sur les militants qui n'ont fait qu'appliquer les consignes des sus-nommés. Imaginons qu'ils aient senti, qu'ils aient dit, qu'ils sentaient venir le résultat du 28 septembre, ils auraient été exclus pour avoir osé mettre en cause la ligne «toujours juste» du parti. Ce que Servin, Thorez et autres ne sentiront jamais, parce que leurs intérêts propres de bureaucrates le leur interdisent absolument, c'est la rupture entre une partie très importante du prolétariat et la démocratie (sic) bourgeoise. Ce n'est que dans la mesure où des perspectives révolutionnaires sérieuses n'étaient pas offertes aux travailleurs que ceux-ci se sont massivement tournés vers De Gaulle, par dégoût de la République parlementaire, des scandales nauséabonds que l'on sait. En conséquence le mot d'ordre de «la défense de la (IV^{e}) République», QUI FUT CELUI DES STALINIENS PENDANT LES MOIS QUI ONT PRÉCÉDÉ LE RÉFÉRENDUM, ne pouvait que détourner les travailleurs de ceux qui le lançaient.

Mais si les staliniens ont pu, au prix d'une perte sensible de leur audience, faire l'économie d'un éclatement du parti il n'en va pas de même pour la social-démocratie qui n'a pu éviter la scission. Les minoritaires qui ont formé le parti «socialiste» autonome, se sont-ils éloignés des positions traditionnellement social-démocrates? Un article publié par «L'Observateur» et signé de Depreux ne doit pas faire illusion. Le principal travail du parti socialiste autonome a été placé dans le cadre de l'Union des Forces Démocratiques où

il ne s'unissait qu'à la minorité radicale, au parti mendessiste jacobin de Mitterand (U.D.S.R.) ainsi qu'à cette organisation bâtarde, mi-social-démocrate, mi-social-chrétienne intitulée «Union de la Gauche Socialiste» (U.G.S.).

Tous ces courants jacobins, social-démocrates, chrétiens de gauche, groupés dans l'U.F.D., n'ont pu dans ce cadre que jouer le rôle d'un cartel électoral sans principes et dont le programme se résumait en la convocation d'un parlement constituant!

Pour les différents courants qui composent l'U.F.D. après l'échec de leur dernière expérience électoraliste, il s'agit de «poser» le problème des formes d'organisation. La question se résume au schéma suivant: parti ou parti? Pour les petits-bourgeois mendessistes ou mendossisants il est impensable de regrouper tout le monde (le petit monde de l'U.F.D.) dans un parti travailliste. Pour les éléments social-démocrates ou crypte-social-démocrates (P.S.A. + U.G.S.) un parti «socialiste» (lire social-démocrate) s'avère absolument nécessaire. C'est-à-dire recommencer, pour les uns, l'épopée du PARTI radical, pour les autres, celle du PARTI social-démocrate!

Mais, dira-t-on, il s'agit là de positions de personnages issus de la bureaucratie, il est compréhensible que ceux-ci sortis des appareils, ils n'y aient pas abandonné l'idéologie bureaucratique et les habitudes en découlant. Si on pose mal ou ne pose pas le problème on peut très facilement aboutir à de telles conclusions.

2... À la micro-bureaucratie

Le parti communiste internationaliste (trotskyste) peut par son verbalisme passer pour révolutionnaire; ses positions devraient donc naturellement trancher sur celles des bureaucrates. Nous extrayons ces lignes d'un article de Lambert précisément consacré «aux problèmes du parti»:

«La classe ouvrière, au cours d'une lutte plus que séculaire a édifié pour la défense de ses intérêts immédiats inséparables de la réalisation de son objectif historique: le socialisme, des organisations, partis et syndicats, qui la rassemblent face à la classe capitaliste. Ces organisations ont toutes, HORMIS LE PARTI BOLCHEVIK DE LÉNINE ET TROTSKY [[C'est nous qui soulignons.]], failli à leur mission [[La Vérité n°513, 15/11/58, «Les problèmes du parti».]].»

Si nous avons bien compris Lambert, la classe ouvrière a accompli en U.R.S.S. sa mission historique: le socialisme. Et ce, à travers le parti bolchevik. L'éminence grise du P.C.I. («La Vérité») récite une tirade du «Manifeste du parti communiste».

Nous citerons un autre texte omis dans son article:

«La Révolution russe, cette même Révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement n'est pas une réhabilitation de l'anarchisme, mais encore équivaut à une LIQUIDATION HISTORIQUE DE L'ANARCHISME [[Souligné dans le texte.]]. La triste existence, à laquelle cette tendance d'esprit avait été condamnée par le puissant développement de la démocratie socialiste en Allemagne, pouvait jusqu'à un certain point être expliquée par le règne exclusif et la longue durée de la période parlementaire. On pouvait croire qu'une tendance toute bâtie pour «l'explosion» et «l'action directe», une tendance «révolutionnaire» au sens le plus étroit d'appel à la levée des fourches ne faisait, dans l'accalmie de la routine parlementaire, que sommeiller momentanément pour se réveiller loin du retour de la lutte ouverte, reprendre vie dans une révolution de rue et déployer alors sa force intérieure.

«La Russie surtout semblait particulièrement faite pour servir de champ d'expérience aux exploits de l'anarchie. Un pays où le prolétariat n'avait, absolument aucun droit politique et seulement une organisation faible à l'extrême un mélange

bariolé de populations diverses aux intérêts très divers se traversant et s'entrecroisant, le manque de culture dans la masse du peuple, la bestialité la plus excessive employée par le régime régnant dans l'emploi de la force tout cela semblait comme créé pour donner à l'anarchisme une force soudaine, quoique peut-être éphémère. Enfin, la Russie était historiquement le berceau de l'anarchisme.

«Mais la patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine. Non seulement, en Russie ce ne sont pas les anarchistes qui se sont trouvés et se trouvent à la tête du mouvement de grève en masse, non seulement la conduite de l'action révolutionnaire politique et aussi de la grève en masse est entièrement aux mains des organisations social-démocrates, combattues avec acharnement par les anarchistes comme un «parti bourgeois» ou aux mains des organisations socialistes plus ou moins influencées par la social-démocratie et se rapprochant d'elle, comme le parti terroriste des «socialistes révolutionnaires» – mais les anarchistes n'existent pas du tout comme tendance politique sérieuse dans la Révolution russe [...].

«[...] L'anarchisme dans la Révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat combattant, mais l'enseigne idéologique de la canaille contre-révolutionnaire, grouillant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la Révolution. Et sans doute, c'est par là que finit la carrière historique de l'anarchisme.» (Rosa Luxembourg, «Grève générale, parti et syndicats» (1907), traduction parue dans «Spartacus» n°21 oct-nov 47, pages 15 – 16).

Pauvre Rosa! Qui, en 1907, estimait la carrière de l'anarchisme terminée. Nous laisserons de côté les basses injures «luxembourgistes» (et autres) sur la canaille anarchiste. Nous remarquerons en passant que dans la généralité des cas on a recours à l'injure et à la falsification lorsque les arguments valables font absolument défaut. Ce qui semble être partiellement le cas de Rosa

Luxembourg. Par ailleurs ce n'est pas Rosa Luxembourg mais l'Histoire qui a montré qui étaient les canailles grouillant comme des requins dans le sillage de la Révolution. Considérant Rosa Luxembourg comme une authentique marxiste nous ne «chercherons pas frauduleusement à l'opposer au léninisme révolutionnaire» (Lambert).

D'après Rosa Luxembourg, l'anarchisme n'existait pas comme tendance politique sérieuse dans la révolution russe, notamment lorsqu'il condamnait la social-démocratie comme «parti bourgeois». De la révolution russe au molletisme, au nennisme, au bevanisme en passant par la révolution allemande (au cours de laquelle Luxembourg a pu vérifier elle-même les thèses anarchistes), nous sommes passés par toute une évolution de la S.D., d'une tendance à un embourgeoisement – et, parallèlement, à une bureaucratisation – à leur profonde réalité. Qui étaient sérieux, les anarchistes ou Rosa Luxembourg en 1907?

Rosa Luxembourg avait tout de même raison en écrivant que la révolution russe était le tombeau d'une doctrine. Mais là où réside l'erreur, c'est que la révolution russe ne fut pas du tout la fin de la carrière historique de l'anarchisme ELLE CONSACRA tout simplement, LA FIN DE LA CARRIÈRE HISTORIQUE DU MARXISME COMME COURANT COMMUNISTE.

Ou l'anarchisme poursuit toujours sa carrière historique (depuis 1907) ou il ne s'est rien passé en Ukraine en 1917 – 21, en Espagne en 1936, en Hongrie en 1956, etc.

Aujourd'hui, lorsque les travailleurs se placent sur des positions de classe ils vomissent le parlementarisme et se résolvent à l'action directe. Rejoignant par là les anarchistes et négligeant «la période parlementaire» aussi chère à Thorez qu'à Luxembourg.

Enfin, la méthode qui consiste à «conduire l'action révolutionnaire» ne peut mener à la révolution sociale, mais

au contraire à la révolution bureaucratique. La révolution russe en est l'illustration.

Face à la situation présente, en France, que proposent donc les disciples de Marx, Lénine et Luxembourg réunis? C'est-à-dire principalement les trotskystes. Les chefs actuels du prolétariat étant des «traîtres», il faut changer de chef, il faut refaire un PARTI révolutionnaire, état-major de la classe et de la révolution. Mais laissons la parole aux intéressés, ne risquant pas ainsi de déformer leur pensée:

«Cette crise (celle du 13 mai) est nécessaire et sera salutaire si les militants communistes font l'effort indispensable pour revenir à la politique de Lénine, pour éliminer une direction faillie et pour créer les conditions de discussion démocratique dans le mouvement ouvrier nécessaires à la renaissance d'une nouvelle direction afin d'assurer la revanche.» («Quatrième Internationale» n°4, 16ème année, page 11, nov 1958).

Nous ne sommes nullement étonnés de cette incapacité congénitale des marxistes orthodoxes à dégager une quelconque leçon de l'expérience du «parti révolutionnaire», celle-ci pourrait cent fois aboutir aux résultats obtenus par le bolchevisme en U.R.S.S. Il y aurait toujours des Lambert ou des Frank pour être prêts à recommencer une cent et unième fois la même chose, pour estimer en même temps que le parti «a rempli sa mission historique», pour insister sur la «nécessité de la défense de l'U.R.S.S. (ou de ce qui en tiendrait lieu)» et pour réciter par cœur, imperturbables, le «programme de transition» sans on oublier la moindre virgule.

On ne s'embarrasse pas de l'Histoire, chez les marxistes. Qu'importe donc si Trotsky lui-même a dirigé la sanglante répression de Cronstadt! qu'importe si en Hongrie, également, la classe ouvrière entre en conflit violent avec le PARTI «OUVRIER» et l'ÉTAT «OUVRIER». On commence par passer les événements de Cronstadt sous silence, On continue en

qualifiant le stalinisme de «régime ouvrier dégénéré» (?). On termine en prenant la précaution de placer les faits historiques dans un cadre établi, Sur ce dernier point nous citerons Lambert:

«AVANT de tenter d'établir ce bilan indispensable à une définition correcte des conditions de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, et, pour ce faire, de confronter l'enseignement du marxisme avec l'expérience historique concrète, IL NOUS FAUT FIXER LES CADRES DE NOTRE TRAVAIL». («La Vérité» n°513, 15/11/58, «Les problèmes du partit» – C'est nous qui soulignons).

Les copieuses citations de Marx et Rosa Luxembourg qui jalonnent le texte de Lambert, nous donnent une idée du cadre. Comme ni Marx ni Luxembourg n'ont analysé la bureaucratie et le phénomène de la buraucratisation de la société, la lutte des classes, réalité sociale de 1959, sera placée dans un cadre, un schéma qui date de Babeuf.

3. Notions et perspectives communistes

Les trotskystes ne sont pas les seuls marxistes. Le groupe «Socialisme ou Barbarie» qui publie la revue du même nom s'est, lui aussi, posé le problème du parti révolutionnaire. Le malaise qui existait dans le groupe sur cette question depuis ses origines est arrivé à maturité sous l'influence des événements du 13 mai.

Les camarades du groupe «S. ou B.» ont quitté l'ornière trotskyste en essayant d'analyser les structures de la société stalinienne. Ce qui les a amenés à rejeter l'affirmation du régime «ouvrier dégénéré» chère à la IV^{e} Internationale.

Mais ils ne devaient pas en rester à cette attitude négative. Très rapidement ils produisaient dans la revue d'excellentes

analyses sur la Bureaucratie et sa nature de classe en U.R,S.S. Ils déniaient, et dénient toujours, tout caractère socialiste au régime stalinien, forme d'exploitation substituée a une autre.

Les articles de Chaulieu «sur le contenu du socialisme», de Lefort «Le totalitarisme sans Staline», ou ceux traitant de la révolution hongroise, nous changent des textes sacrés de MM. Lambert ou Frank.

Dans le contenu du socialisme, Chaulieu nous explique que le conseil ouvrier (soviet) n'a de pouvoir de décisions que pour des questions de routine. Pour toutes les questions importantes seule l'assemblée de TOUS LES OUVRIERS discute et décide. Progrès par rapport aux marxistes «traditionnels», la notion de délégation de pouvoirs à un conseil semble avoir disparu. À une récente réunion publique Mothé et Guillaume étendent ce pouvoir direct au-delà de l'entreprise et contestent la nécessité de la prise du pouvoir par le parti.

Mais une telle évolution devait engendrer des contradictions Tous les membres du groupe «S. ou B.» n'évoluaient pas au même rythme. La scission s'est produite à l'automne dernier entre ceux (Socialisme ou Barbarie) qui croient encore à la nécessité du parti, dans un but d'efficacité, doté d'organismes centraux, de statuts et discipliné (loi de la majorité, discipline des minoritaires dans la pratique), et ceux (Information et liaisons ouvrières – I.L.O.) qui rejettent toute perspective de parti.

Depuis que les anarchistes existent en tant que mouvement organisé, ils ont rejeté les formes d'organisation en parti militarisé, créé pour s'emparer du pouvoir politique et diriger la révolution. Un siècle d'expérience historique amène des «marxistes» à la même attitude. Mais pour cela il leur a fallu abandonner un à un les éléments du schéma marxiste. En se permettant le «luxe» de ne pas emprisonner les faits, depuis le babouvisme. jusqu'à la révolution hongroise dans un

«cadre», trotskystes ou non, ces camarades ont pu constater que tous les partis politiques. et les syndicats «ouvriers», sans aucune exception, n'étaient devenus que des bureaucraties (ou des micro-bureaucraties; style P.C.I.), et que les régimes dominés par ces partis, ou plutôt exprimés politiquement par eux, n'avaient rien de commun avec la société communiste, qu'il ne s'agissait pas de «régimes ouvriers dégénérés» qu'il faut défendre contre le capitalisme (défense de l'URSS: slogan «IV^{e} Internationale»), mais qu'il s'agissait bien d'une autre forme d'exploitation, d'un autre impérialisme.

Le rôle des révolutionnaires n'est donc pas de se subordonner à l'un ou à l'autre de ces impérialismes, il est de faie corps avec le prolétariat dans les luttes que celui-ci engage périodiquement contre l'exploitation bourgeoise ou bureaucratique.

Nous constatons avec satisfaction l'évolution dans un sens libertaire du groupe ILO qui transparaît dans certains textes. À titre d'exemple, nous donnons ci-dessous un extrait significatif:

«Une organisation de l'avant-garde est nécessaire, nous en sommes tous persuadés, mais celle-ci doit répondre aux besoins nouveaux du mouvement ouvrier. Elle doit être fondée sur des principes qui n'ont rien de commun avec ceux qui ont guidé les organisations communistes passées et qui ont fait faillite avec la bureaucratisation du mouvement ouvrier.

Il serait tragique que notre vision révolutionnaire de la société n'inspire pas une conception révolutionnaire de notre organisation propre.

Il serait absurde que nous soyons révolutionnaires en paroles quand il s'agit de définir les rapports sociaux que les ouvriers ont institué, et conservateurs dans la pratique, quand il s'agit d'établir des rapports entre nous-mêmes [...].

[...] Ou bien notre théorie de la bureaucratie s'abîmera dans le verbalisme, ou nous serons capables de faire valoir pratiquement, dans notre propre organisation, la formule de la coopération et de démontrer dans les faits la vanité des appareils. L'autonomie dont nous avons fait le principe théorique de la lutte et de l'organisation des travailleurs, nous devons l'ériger en principe pratique de notre propre activité et de notre propre organisation. La première conséquence de ce principe, c'est que notre organisation ne saurait se situer vis-à-vis des travailleurs comme se sont situés les partis traditionnels. Ces partis se situent comme des directions qui appellent la classe ouvrière à adhérer à leur programme, à répondre à leurs mots d'ordre, à les suivre avec discipline. Notre organisation n'est qu'un instrument au service des ouvriers pour qu'ils constituent leur propre direction et qu'ils s'organisent eux-mêmes de manière autonome, c'est-à-dire dans des comités, dans le cadre de la production. Qu'il s'agisse de l'activité théorique du groupe ou de son activité propagandiste, celles-ci se développent dans l'esprit d'aider les travailleurs à prendre conscience de leurs propres tâches et d'abord, de celle de l'auto-organisation.» (Texte de la tendance I.L.O. à l'assemblée de «S. ou B.» du 6 juin 1958.)

Nous insisterons sur le fait que les deux groupes sont RÉVISIONNISTES en ce sens qu'ils s'efforcent de repenser le marxisme à la lumière des événements. Ceci ne peut pas ne pas rencontrer notre vive sympathie. Notamment parce que cette disposition d'esprit présuppose une évolution ultérieure comme elle explique celle déjà réalisée. Une bonne partie de l'édite du n°26 de la revue «Socialisme ou Barbarie» reprend certaines de nos positions en matière d'organisation, en voici un extrait des plus intéressants:

«L'action politique n'a pas de sens, en effet, si elle n'est pas efficace. Mais efficace par rapport à quoi, c'est toute la question. Une politique révolutionnaire est efficace dans la

mesure où elle élève la conscience et la combativité des travailleurs, les aide à se débarrasser des mystifications de la société établie et de ses instruments bureaucratiques, enlève les obstacles de leur route, augmente leur propre capacité à résoudre leurs problèmes. Il est efficace d'aider dix ouvriers à voir clair dans les problèmes actuels; il ne l'est absolument pas de faire élire dix députés Communistes supplémentaires.

«L'action politique n'a pas de sens en dehors d'une organisation. Mais quelle organisation et pourquoi faire? L'organisation n'est rien si son fonctionnement, son activité, sa politique quotidiennes ne sont pas l'incarnation visible et contrôlable par tous des fins qu'elle proclame. Cela est infiniment plus important que la taille de l'organisation comme telle, qui n'a, à proprement parler, aucune signification en dehors du contenu de l'organisation: une organisation bureaucratique trois fois plus importante est simplement trois fois plus néfaste, un point c'est tout.

«Les militants qui tirent les leçons de la faillite des organisations traditionnelles et veulent aller de l'avant, doivent comprendre que, s'ils ne veulent pas reprendre le même calvaire avec le même néant au bout, il faut commencer par le commencement. Ils doivent abandonner l'idée qu'ils peuvent faire l'économie d'une révision radicale des idées sur lesquelles ils ont vécu pendant des années. Ils doivent se débarrasser de cette illusion – qui s'empare curieusement aujourd'hui de l'«opposition communiste» et montre combien les survivances du stalinisme peuvent être profondes – qu'il suffit de critiquer le P.C. sur des problèmes finalement conjoncturels, comme son attitude sur l'Algérie ou le 13 mai, et qu'il faut surtout éviter de poser les grandes questions «abstraites»: s'ils s'engageaient sur cette voie ils se prépareraient le même sort politique que le P.C. lui-même, lorsque la question algérienne ne sera plus là et que le 13 mai sera oublié. Ils doivent surtout comprendre que les débuts

d'une nouvelle organisation révolutionnaire seront fatalement modestes, qu'on n'a ni à s'en attrister ni à s'en réjouir, mais simplement à reconnaître que c'est la seule voie ouverte aujourd'hui et que tout le reste c'est du charlatanisme politique. Ceux qui veulent du «grand» peuvent rester au P.C., ceux qui se contentent de moins: aller à l'UGS. Mais ceux qui veulent habiter quelque chose de solide auront à le construire eux-mêmes. Presque tous les matériaux sont là, mais la terre est rase.» («Socialisme ou Barbarie» n°26 pages 17 à 19, décembre 58).

Mais si dans le texte ci-dessus on omet de s'étendre sur le contenu et la structure de «l'organisation révolutionnaire», une résolution parue antérieurement dans la même revue précise ce que l'on entend par là. Étant donné notre désaccord formel avec les conceptions qu'elle exprime, nous en donnons les extraits suivants à titre indicatif:
«Dans la mesure où l'on admet que l'activité politique révolutionnaire est dans la période actuelle la forme suprême de la lutte de l'humanité pour son émancipation on reconnaît par-là même que la première tâche qui s'impose à tous ceux qui ont pris conscience de la nécessité de la révolution socialiste, est de se grouper pour préparer collectivement cette révolution. De là découlent inévitablement des traits fondamentaux de toute action politique collective permanente, à savoir: la base de la cohérence de toute action collective, c'est-à-dire un programme historique et immédiat, un statut de fonctionnement, une action constante vers l'extérieur.

«C'est à partir de ces traits que l'on peut définir le parti révolutionnaire. Le parti révolutionnaire est l'organisme collectif, fonctionnant selon un statut déterminé et sur la base d'un programme historique et immédiat qui tend à coordonner et diriger les efforts de la classe ouvrière, pour détruire l'État capitaliste, installer à sa place le pouvoir des masses armées et réaliser la transformation socialiste de la société.

«La nécessité du parti révolutionnaire découle simplement du fait qu'il nexiste pas d'autre organisme de la classe capable d'accomplir ces tâches de coordination et de direction d'une manière permanente avant la révolution, et qu'il est impossible qu'il en existe [...].

«[...] Si les comités de lutte ne résolvent pas la question de la direction révolutionnaire, du parti, ils sont cependant le matériel de base pour la construction du parti dans la période actuelle [...].

«[...] La nécessité du parti révolutionnaire ne cesse pas avec l'apparition d'organismes autonomes de masses (organismes soviétiques). Aussi bien l'expérience du passé que l'analyse des conditions actuelles montrent que ces organismes n'ont été et ne seront, au départ, que formellement autonomes et en fait dominés et influencés par des idéologies et des courants politiques historiquement hostiles au pouvoir prolétarien. Ces organismes ne deviennent effectivement autonomes qu'à partir du moment où leur majorité adopte et assimile le programme révolutionnaire, que jusque là le parti est seul à défendre sans compromission» («Socialisme ou Barbarie» n°2, juin 49, pages 100 à 101).

On pourrait nous objecter que ces textes datent de 49. Soit, voici donc du plus neuf:

«5. – Entre deux assemblées générales ou assemblées de délégués, les activités du groupe sont coordonnées par UN COMITÉ RESPONSABLE [[C'est nous qui soulignons.]] qui assure en outre l'accomplissement des tâches centrales, relations avec les camarades de province et avec d'autres organisations, ETC. [[Idem.]] [...].

«6. – Les camarades en désaccord avec les décisions MAJORITAIRES [[Idem.]] régulièrement prises de leur cellule, de l'assemblée ou du C.R. [[Idem.]] sont tenus à les appliquer. Ils ont le droit d'exprimer leurs désaccords [...]»

(Texte sur l'organisation du groupe «S. ou B.» (majoritaires), 6 juin 58.)

Cette dernière citation d'un texte récent des majoritaires de Socialisme ou Barbarie tend simplement à démontrer que l'on n'y a pas encore dépassé «la nécessité du parti» ni de l'état d'esprit s'y rapportant.

Notre récente et cuisante expérience de feu la Fédération Communiste Libertaire nous amène à confirmer plus que jamais notre opposition irréductible au concept même du «parti». D'autant plus que l'enseignement de l'histoire nous donne raison sur ce terrain.

Nous devons tirer nos propres conclusions de ce qui précède. En bref, nous pourrions écrire que l'émancipation des travailleurs, ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. Mais d'autres ayant, par notamment des notions comme «la dictature du prolétariat» qui s'est dans la pratique révélée comme étant la dictature du parti ET DE L'ÉTAT contre le prolétariat, dénaturé, falsifié une telle notion et les perspectives qu'elle implique, force nous est de préciser ce que nous entendons par là.

Nous ne sommes pas, nous ne voulons pas être des théoriciens abstraits du genre de ceux qui mettent les «faits dans un cadre» pour ne pas mettre en cause les textes sacrés et autres tabous. Nous sommes des révolutionnaires, en ce sens que nous sommes réalistes et objectifs. Nous ne jugeons et n'élaborons que sur des faits, fidèles en cela à la pensée matérialiste.

Ainsi l'expérience historique est pour nous primordiales. Or, elle condamne sans appel le parti. En 1905, en Russie, grève générale et mutinerie conduisent les masses à créer leurs organes de lutte: les soviets. Dans quelques cas les partis s'emparent de cette expérience pour la diriger. Mais, il fallut attendre 1917 pour assister au passage de la révolution bourgeoise commencée en février à la révolution d'octobre.

C'est là que les partis, ou plutôt très rapidement le plus centralisé, le plus discipliné: le parti des «révolutionnaires professionnels», le parti bolchevik, colonisent, puis colonise les soviets. Ceux-ci perdant progressivement leur caractère d'organismes autonomes des masses pour ne devenir que les appendices du parti, véritable détenteur du pouvoir. On sait que par la suite la bureaucratie ne prit pas le pouvoir en renversant le parti «révolutionnaire» (bolchevik) mais prit naissance dans ce parti ET DANS L'APPAREIL D'ÉTAT que celui-ci avait reconstitué. Plus de quarante années du pouvoir du parti «de Lénine et de Trotsky» aboutissent au totalitarisme bureaucratique de MM. Staline, Kroutchchev, and C°.

Vouloir donner un état-major à la classe ouvrière et à la révolution sociale c'est condamner cette dernière à n'être pas socialiste mais bureaucratique.

D'autant plus que la nécessité du parti, ce n'est pas seulement les anarchistes que nous sommes qui la contestons. L'HISTOIRE LA CONTESTE TOUT AUTANT OU ALORS IL NE S'EST RIEN PASSE EN HONGRIE EN 1956, 'ENTRE AUTRES.

En effet, non seulement le prolétariat hongrois de 1956, au cours d'un soulèvement dont presque tout le monde semble avoir oublié les enseignements fondamentaux, n'a pas utilisé un parti pour trouver le chemin de la révolution; mais n'a même pas éprouvé le besoin d'en créer un (le «parti révolutionnaire de la jeunesse» n'a été dû qu'à l'initiative d'étudiants auxquels ne s'étaient joints que de rares ouvriers). L'essentiel des formes d'organisation de la lutte des ouvriers résidait dans les «conseils ouvriers» (les soviets) élus et révocables à tout instant. Mais pour tenter d'imposer leur pouvoir les travailleurs groupés dans ou autour des soviets, se trouvaient dans l'obligation de se dresser CONTRE LE PARTI QUI FUT CELUI DE BELA KHUN, CONTRE L4ÉTAT «OUVRIER», CONTRE L'ARMÉE ROUGE FONDÉE PAR... TROTSKY.

Ceci nous amène aussi à critiquer non seulement les

insuffisances du groupe «Socialisme ou Barbarie» sur le parti, mais aussi celles du groupe «Information et Liaisons Ouvrières» sur l'État. Car personne hormis les anarchistes n'a procédé à une critique de l'État aussi radicale que celle du parti.

Pourtant si l'on veut sérieusement contribuer à une préparation de la révolution et, par là, tendre à élever le niveau actuellement très bas de la conscience de classe, prélude à la prise de conscience révolutionnaire, il est indispensable de rejeter toutes les notions et formes d'organisation propres à toute société d'exploitation bourgeoise ou bureaucratique.

Avant de pouvoir valablement définir les structures et le rôle de l'organisation révolutionnaire, il est nécessaire de définir; ne serait-ce que brièvement, ce qu'est l'État, ce qu'est le parti.

Pour le premier, n'importe qui sait voir ce qui l'entoure, sait qu'il ne s'agit là que d'un instrument de coercition par la police, par l'armée, par le tribunal, par le parlement, le gouvernement, etc. Il ne s'agit que d'un appareil d'exercice partiel du pouvoir pour la classe exploiteuse et de protection de ce pouvoir. C'était du moins le schéma classique valable il y a trois quarts de siècle. Les anarchistes l'avaient compris comme le démontre cet extrait d'un texte que Carlo Caffiero rédigeait en 1872 à l'adresse d'Engels:

«Tous, nous voulons conquérir, ou mieux, exiger le capital pour la collectivité, et pour ce faire, nous proposons deux procédés divers. Les uns conseillent un coup de main sur la forteresse principale, l'État, laquelle étant tombée en notre pouvoir, la porte du capital sera ouverte à tous, tandis que les autres envisagent d'abattre tous ensemble tous les obstacles et de s'emparer collectivement, DE FAIT, de ce capital que l'on veut assurer pour toujours propriété collective.

«Je me suis rangé avec les seconds, mon cher, et vous, bon matérialiste, comment pouvez-vous être avec les premiers? La théorie des circonstances déterminantes, que vous savez, à l'occasion, si bien développer, n'arrive-t-elle pas à déterminer dans votre esprit le doute sur la nature de l'œuvre que vous accomplirez une fois installé au pouvoir constitué?»

Ce doute, dans l'esprit de Caffiero, sur la nature de l'œuvre que l'on peut accomplir une fois installé au pouvoir constitué, la révolution russe après plus de quarante ans le transforme en réalité. La conquête du pouvoir politique, l'aménagement de l'État, son utilisation à des fins révolutionnaires, etc., n n'aboutissent pas en effet à la propriété collective du capital, à la gestion ouvrière des usines (que réclamaient les insurgés hongrois), à la démocratie (que réclamaient les insurgés de Cronstadt, ainsi que des mesures égalitaires) MAIS AU POUVOIR DE LA BUREAUCRATIE, EN TANT QUE NOUVELLE CLASSE EXPLOITEUSE. Or qu'est donc cette bureaucratie, si elle n'est pas constituée des cadres, des cadres syndicaux, des cadres des entreprises et de tous les hauts fonctionnaires directs de l'appareil d'État. L'État intervient en U.R.S,S. comme étant la classe bureaucratique née du parti bolchevik, Ce n'est donc pas là la réalisation de la révolution socialiste, mais la révolution bureaucratique achevée.

En U.R.S.S., en Yougoslavie, en Chine, les travailleurs n'ont fait que changer d'exploiteurs, que passer de la domination de la bourgeoisie capitaliste à celle de l'État bureaucratique.

Le rôle des révolutionnaires COMMUNISTES n'est pas de favoriser cette transformation là. Or le parti est l'instrument indispensable... pour dévier la révolution, socialiste à l'origine (en admettant qu'elle le soit, ce qui n'est pas toujours le cas = la révolution anticoloniale), de sa route et l'aiguiller vers une transformation de la société, synonyme de bureaucratisation.

Nous avons de tout temps, depuis que nous existons sous forme organisée, nous libertaires- communistes repoussé l'État pour ce qu'il était, quelle que soit la sauce à laquelle il était accommodé› il en fut de même pour le parti (les prétendus anarchistes qui périodiquement vont «vers le parti» finissent mal, dans le style F.C.L.). L'expérience historique n'infirme en rien nos positions traditionnelles. AU CONTRAIRE. Mais ceci n'implique pas que notre attitude soit négative.

À l'État nous opposons les différentes expériences déjà réalisées par les travailleurs, sous la forme des soviets autonomes dans leurs décisions et leur organisation interne (ce, de la Commune à la révolution hongroise). Nous pensons que seule une fédération de ces soviets peut constituer une forme réellement communiste des rapports entre eux dans une société socialiste. Pour que cette fédération des soviets soit libertaire, la disparition de la police, de l'armée, des tribunaux, de toute DÉLÉGATION de pouvoir à un parti, à un parlement, à un gouvernement, c'est-à-dire: DE L'ÉTAT, EST UNE NÉCESSITÉ VITALE. L'État ne peut pas être «ouvrier», pas plus que les généraux «antimilitaristes» ou les évêques «libres-penseurs».

Au parti «révolutionnaire» classique, ou de style nouveau (Socialisme ou Barbarie), NOUS OPPOSONS DES FORMES D'ORGANISATION, PRÉFIGURATION DE LA SOCIÉTÉ QUE NOUS APPELONS DE TOUS NOS VŒUX ET DONT NOTRE ACTION À POUR BUT DE FAVORISER L'AVÈNEMENT.

Cela signifie: Que l'organisation, pour assimiler dans ses formes et son comportement l'expérience révolutionnaire acquise, refuse d'être la direction, l'état-major de la classe et de la révolution.

– Que les rapports entre les révolutionnaires organisés ne peuvent procéder du schéma suivant: le comité central dirige, la base exécute (définition sommaire du parti). C'est-à-dire que des communistes véritables ne peuvent avoir entre eux des

rapports hiérarchisés, comportant des délégations de pouvoir. Même si les délégués sont «contrôlés». Parce que de tels rapports SONT LA NÉGATION MÊME DU COMMUNISME LIBERTAIRE et que parallèlement ils ne sont que L'HÉRITAGE DES TARES IDÉOLOGIQUES de toute société d'exploitation.

– Que l'organisation communiste ne peut être qu'une fédération de groupes, lesquels groupes peuvent se constituer soit sur la base du lieu de travail, soit sur la base du quartier ou toute autre base jugée valable.

– Que le groupe a une entière responsabilité dans la détermination des rapports qu'il aura avec les travailleurs, de son orientation, de son appréciation des faits, enfin de ses rapports avec les autres groupes dans le cadre fédéral ainsi que de son organisation interne.

– Que la fédération et chacun des groupes la composant ne se présentent devant la classe ouvrière que pour l'aider à parvenir à une prise de conscience révolutionnaire, et, pour ce faire, lui fournir toutes informations, mettre le plus possible des travailleurs en contact entre eux soit au cours de luttes et pour favoriser leur extension, soit en période calme pour permettre la préparation et la coordination de luttes ultérieures par les travailleurs eux-mêmes.

– Que ce qui précède n'empêche nullement les communistes organisés de faire connaître leur propre appréciation, leurs propres suggestions, d'avoir leur propre orientation et d'avoir, outre ceux qu'ils mettent à la disposition des travailleurs, leurs propres organes de presse.

– Qu'il existe un intérêt de la révolution. Que celui-ci se confond avec les intérêts de toutes natures du prolétariat ouvrier-paysan. QUE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE NE SAURAIT AVOIR D'INTÉRÊT PROPRE, DISTINCT DE CEUX DU PROLÉTARIAT ET DE SA RÉVOLUTION. Que dans une telle optique, peu importe l'importance numérique de l'organisation, peu importe s'il y a

une ou plusieurs organisations révolutionnaires communistes, peu importe s'il y a une majorité et une minorité, si cette dernière estime que ce qui la sépare de la majorité est plus important que ce qui l'y unissait, elle crée une organisation nouvelle qui peut collaborer avec les autres sur la base de méthodes et de perspectives communes. Il ne saurait donc y avoir de discipline, que librement consentie par chaque révolutionnaire communiste. LE SORT DE LA RÉVOLUTION, SI ELLE EST SOCIALISTE, N'EST PAS LIÉ À CELUI D'UN OU PLUSIEURS GROUPES RÉVOLUTIONNAIRES. CEUX-CI NE PEUVENT QUE SE DISSOUDRE, DEVANT LE POUVOIR DIRECT DES TRAVAILLEURS. N'AYANT ÉTÉ, DANS LA PÉRIODE PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRE ET DANS LA RÉVOLUTION QUE DES ORGANISES DE PROPAGANDE, DES CENTRES DE RÉFLEXIONS, DES GROUPES ORGANISÉS POUR DES ACTIONS PRATIQUES que nous précisons par ailleurs.

– Que l'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE, N'ÉTANT PAS UNE FIN MAIS UN MOYEN, ET QUE LA LUTTE ANTI-BUREAUCRATIQUE AYANT AUTANT D'IMPORTANCE QUE LA LUTTE ANTICAPITALISTE, AUCUN COMPROMIS BÂTARD, VICIEUX, PAR ESSENCE, ET SURTOUT PAR LA CONFUSION QU'IL RÉPAND, AUCUN COMPROMIS AVEC LA GAUCHE N'EST POSSIBLE QUE S'IL SIGNIFIE LE PASSAGE DE LA GAUCHE À L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE, CE QUI NE SERAIT DONC PLUS UN COMPROMIS.

– Que l'action révolutionnaire pour aller dans un sens communiste ne peut que s'inscrire dans l'option de la lutte des classes; que faire corps avec la lutte des prolétaires, tant contre le capital et son système que contre la bureaucratie et son propre système.

– Que l'on ne peut s'associer avec l'une des deux classes exploiteuses, même si elle n'est qu'à l'état de gestation, si elle n'est que potentiellement future classe exploiteuse, sous le fallacieux prétexte de combattre l'autre «plus efficacement». Cette prétendue «efficacité» n'existe que dans l'imagination de ceux qu'elle tourmente, De la «Libération» au 13 mai, il n'a pas été efficace de soutenir ou de ne pas dénoncer sans appel la bureaucratie sous toutes ses formes. En

l'absence de perspectives révolutionnaires, il n'y eut pas d'action révolutionnaire et la classe bourgeoise au pouvoir fit ce qu'elle voulut faire. En France, aujourd'hui, comme hier, s'allier à la bureaucratie, contre la bourgeoisie par exemple, en participant aux élections politiciennes ou aux syndicats, c'est dans certaines conditions (comme celles qui existaient le 13 mai en France) laisser les mains entièrement libres à la bourgeoisie ou dans des conditions tout à fait différentes ce serait participer activement au passage d'un type de société capitaliste classique au système bureaucratique ou semi-bureaucratique. C'est-à-dire s'associer aux staliniens ou aux fascistes. Collaborer aux institutions du régime que nous prétendons vouloir abattre, qu'elles soient intégrées au système (comme le parlement en France ou les syndicats dans les pays staliniens) qu'elles soient semi-intégrées (comme les syndicats en France), c'est consciemment ou non, COLLABORER À CE RÉGIME directement ou indirectement. Ceci n'a ni signification socialiste, ni utilité socialiste. Au contraire. Pour donner une signification et une utilité socialistes à notre action nous ne pouvons que favoriser à la base, dans les entreprises, l'auto-organisation, l'auto-détermination, l'auto-expression, l'auto-direction des travailleurs dans leurs luttes et y participer on tant que travailleurs. Ceci conduit à la réalisation de la société socialiste, parce que cette forme d'action prépare nettement les travailleurs, manuels et intellectuels, à une prise de conscience de classe, puis révolutionnaire. La réalisation de la société socialiste ne suppose pas seulement la disparition de la division de la société en classes sociales antagonistes (parce que l'une est exploitée, l'autre exploiteuse), en tant que telles, dans leur nature sociale profonde et les rapports sociaux en découlant, mais aussi la disparition, jusque dans le sein d'une même couche sociale, de la division entre les fonctions de DIRECTION et d'EXÉCUTION.

Pour nous le socialisme, c'est-à-dire la FIN poursuivie, ne peut qu'être la réalisation harmonieuse de l'épanouissement

complet de l'individu et de l'auto-gestion de la société dans tous les domaines de l'activité humaine (économique, culturel, etc.).

Donc, pour que les formes d'organisation, des communistes d'abord, des autres travailleurs ensuite, soient susceptibles d'apporter la révolution communiste, elles ne peuvent que s'intégrer à l'action directe dans le cadre de la société d'exploitation pour faire éclater ce cadre. Elles ne peuvent que ramener, que préparer les masses au retour à leur propre initiative créatrice dans tous les domaines y compris à la réintroduction de la poésie (création) dans le travail. Elles ne peuvent qu'être autonomes, puisque remettant en cause toute la société actuelle et la refusant dans sa totalité.

ELLE NE PEUVENT, COMME MOYENS, QUE PRÉFIGURER LA FIN POURSUIVIE.

Bernard Prat-Cotter